



édito

Un cheval de Troie

Notre réseau global de communication est l'équivalent moderne du cheval de Troie. Car sans devoir disposer d'une vaste armée, un cyberpirate habile peut s'infiltrer dans tout réseau national, semer la confusion et menacer sérieusement la société moderne. Tout en admettant qu'il serait possible de détruire les réseaux d'information qui ont conduit à notre ère de l'information, par des infiltrations tous azimuts ou par le recours systématique à une énergie ciblée ou des armes basées sur des fréquences hertziennes, il est ironique de constater que 1,5 millions de villages de notre globe manquent encore de moyens de communication élémentaires. Des moyens tels que le téléphone, le télécopieur ou l'accès à Internet. Des moyens qui pourraient constituer à long terme un espoir de voir un jour la paix et la prospérité s'installer dans le monde entier. Car après tout, c'était la compassion, et non pas le conflit, qui a inspiré la technologie de l'ère de la communication. Pour Marconi, le télégraphe constituait un moyen de nous rapprocher et de pacifier le monde. Quant au téléphone, il résulte des efforts de Graham Bell pour surmonter la surdité de son épouse et de ses élèves, alors que le développement de la toile, le Web, est le résultat de la quête des scientifiques à partager leur savoir collectif. Cependant il sera peut être nécessaire de signer des accords multilatéraux pour assurer la sécurité à long terme de nos réseaux d'information et de communication et pour régler les questions sur la confidentialité, l'authenticité et la diversité linguistique du monde connecté. Le moment est venu de faire de notre village global une réalité sûre et de s'assurer que tous ses citoyens puissent bénéficier des moyens d'information et de communication qui l'ont forgé.

Yoshio Utsumi

Secrétaire général

Union Internationale des Télécommunications

Bureau du Délégué du Conseil fédéral suisse pour le Sommet mondial sur la Société de l'information

Rue de Varembe 9 - 11 Case postale 125

1211 Genève 20 Suisse

Tél : +41 (0) 22 748 27 70

Fax : +41 (0) 22 748 27 89

E-mail : bulletin@wsisgeneva2003.org

www.wsisgeneva2003.org

Maria Livanos Cattai

«Le SMSI sera un tournant décisif»



Le secteur privé tire un bilan positif du PrepCom-2 et demandera aux chefs d'Etat, qui doivent se réunir début juin à Evian, de s'engager pleinement pour la réussite du Sommet mondial sur la Société de l'information. Interview de Madame Maria Livanos Cattai, secrétaire générale de la Chambre de commerce internationale (CCI, Paris).

Comment envisagez-vous la mise en œuvre de partenariats pouvant répondre aux attentes exprimées par la société civile ?

La CCI et le Groupe de Coordination des Interlocuteurs Professionnels ont mis en avant le fait que le secteur privé peut mettre ses réseaux, son expérience et son sens de l'entreprise au service des partenariats. Il faudra le concours de tous les acteurs pour promouvoir de façon efficace les technologies de l'information et de la communication (TIC) car chacun dispose de ses compétences propres. **Y a-t-il des modèles dont on peut s'inspirer ?**

Il n'y a pas de modèle unique pour le partenariat. Chaque partenariat doit être adapté à un projet particulier, et les partenaires pourront se concentrer sur leurs propres domaines de compétence. Il est extrêmement important de s'inspirer des nombreux partenariats qui existent entre le secteur privé et le secteur public et qui font un travail criti-

que en matière de TIC et de développement, p.ex. dans le domaine de la jeunesse. Nous pourrions ensuite les développer pour évoluer vers des partenariats productifs basés sur une dynamique locale, des besoins spécifiques, etc.

A propos du Plan d'action qui se dessine, quels projets concrets seraient à votre avis de nature à mobiliser le secteur privé ?

Il faudra avant tout tenir compte du Plan d'action dans son ensemble. Bien entendu le chapitre sur les investissements intéressera le monde des affaires en premier lieu. Des projets concrets pourront émerger et des décisions d'investissement seront prises lorsque le monde des affaires aura constaté que les nouveaux marchés offrent les conditions nécessaires à la mise en œuvre de leurs actions – les investissements engendreront ainsi la création de nouvelles entreprises et d'emplois. Un plan d'action bien étayé qui indique les grandes lignes de sa mise en œuvre aura certainement un impact positif sur la mobilisation du secteur privé.

Quelle est la vision du secteur privé pour surmonter les inégalités et faire en sorte que tout le monde y trouve son compte ?

Les pays donateurs devront élaborer des méthodes pour rendre l'aide plus efficace. Et les bénéficiaires à leur tour devront mettre en place une politique qui attirera davantage d'investissements pour le secteur privé. Pour que les pays les plus pauvres du monde puissent un jour avoir la possibilité de se libérer du piège de la pauvreté, l'aide au développement des TIC doit jouer un rôle de catalyseur afin de stimuler la création d'entreprises, la croissance économique et la création de richesse.

A l'approche de la réunion du G8 à Evian, quel peut être le rôle du secteur privé pour obtenir l'engagement des chefs d'Etat des pays les plus puissants du monde à participer d'une manière constructive au SMSI ?

Avant chaque Sommet du G8, la CCI, au nom du secteur privé mondial, adresse une déclaration aux leaders du G8. La déclaration de cette année souligne que le SMSI sera un tournant décisif dans la prise de conscience du potentiel des TIC dans la promotion du développement économique et social. Le point de vue du secteur privé, tel qu'il est exprimé par la CCI, se retrouve souvent reflété dans le communiqué final du Sommet.

Que pensez-vous de l'idée d'une Charte de la Solidarité Numérique exprimée par le Président Abdoulaye Wade au cours du PrepCom-2 ?

La Charte Numérique telle que l'a présentée le Président Abdoulaye Wade représente une idée novatrice et intéressante. Je suis d'accord avec le Président Wade pour dire qu'une telle Charte permettrait d'évaluer les progrès réalisés. Du point de vue du secteur privé, les critères devront se baser sur des éléments communs: accessibilité financière, mesurabilité, durabilité et reproductibilité.

Secteur privé Le ton juste

Pour le secteur privé, le Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI) constitue l'occasion de prendre davantage conscience des technologies de l'information et de la communication (TIC) en tant qu'instrument de croissance économique et sociale.

Dans la mesure où les conditions appropriées sont instaurées à tous les échelons – national, régional et international – de nouveaux marchés s'ouvriront. Il y aura de multiples occasions pour les investissements locaux et étrangers, et le sens de l'entreprise va se développer.

C'est cela la vision du SMSI par le secteur privé. Si cette vision se réalise, il y aura davantage d'emplois, de la création de richesse et un niveau de vie supérieur, cela surtout dans les pays en voie de développement qui

ont tellement besoin de récolter pleinement les avantages découlant des TIC.

Le secteur privé sait qu'il peut faire beaucoup pour le succès du SMSI. Car en définitive c'est le secteur privé qui met au point les technologies de la communication, qui les commercialise et les applique.

Nous invitons donc le secteur privé à participer dans la plus grande mesure possible à tous les niveaux du SMSI. C'était là le sens de nos interventions lors de la deuxième réunion du Comité préparatoire (PrepCom-2). Lors des étapes précédentes, cela n'était pas toujours manifeste.

Cependant, le Groupe de Coordination des Interlocuteurs Professionnels approuve la réaction positive des gouvernements devant



Ayesha Hassan

les préoccupations exprimées par les représentants du secteur privé lors de PrepCom-2. L'admission de certains représentants du secteur privé en tant qu'observateurs aux stades ultérieurs des sessions du PrepCom constitue un autre pas encourageant.

Il est également réjouissant de constater que certaines priorités du secteur privé ont été reprises dans la section gouvernementale des documents préparatoires, ce qui, de notre point, permet de donner le ton juste. Nous aimerions cependant que l'importance des forces du marché soit plus clairement reconnue pour atteindre les objectifs que doit viser le SMSI.

Le Groupe de Coordination des Interlocuteurs Professionnels (GCIIP) est en train de préparer des commentaires détaillés sur la Déclaration et le Plan d'action révisés. Il les communiquera avant le délai fixé à fin mai, par conséquent avant la réunion de l'intersession.

Cette réunion pourra être extrêmement productive si les observateurs sont autorisés à prendre la parole, fournissant ainsi des contributions supplémentaires qui permettront d'assurer la réussite du SMSI.

Ayesha Hassan

Chambre de commerce internationale, Paris

Société Civile Cap sur le partenariat



Renate Bloem

La création d'un Bureau de la Société Civile (BSC) en tant que homologue ONG du Bureau Intergouvernemental au cours de la deuxième session du Comité Préparatoire du SMSI (PrepCom II) représente un pas en avant important dans la mise en œuvre du principe selon lequel les gouvernements, le secteur privé et la société civile constituent des partenaires égaux pour la conception et la réalisation de la société de demain.

La création du seul BSC est une étape importante dans les relations NU/ONG/OSC. C'est la preuve qu'après plus de 50 ans au cours desquels les ONG ont certes été consultées et accréditées auprès des conférences de Nations-Unies, elles ont passé d'un rôle périphérique à un rôle central. Cela est également dû au fait que la Société civile a pu se structurer efficacement après avoir accompli la difficile tâche d'identifier les différentes familles et segments de plus en plus complexes et diversifiées qui la définissent.

Il faudra cependant franchir d'autres étapes afin d'éviter que la Société Civile ne soit simplement invitée à la table de négociation dans le contexte de la SMSI pour élaborer son document final, ou comme simple partenaire dans la phase de mise en œuvre, mais pour s'assurer que sa contribution soit effectivement entendue.

Alors que la résolution NU AG 56/183 encourage les trois acteurs, gouvernements, Société Civile et secteur privé, de participer activement au processus du SMSI, la plus-value que représente un tel partenariat multiple doit être soulignée.

Le rôle et les responsabilités de chacun devront être clairement définies et respectées

(p.ex. par le biais d'un protocole d'accord) y compris le rôle multiple des ONG/OSC en tant que démarche novatrice pour les initiateurs et les organismes de surveillance.

Selon le cas, des mesures visant à renforcer la confiance par le biais de réunions et de tables rondes informelles devront être encouragées. La légitimité des ONG/OSC résulte de leur responsabilité vis-à-vis de leur base qui comprend souvent des groupes marginalisés, vulnérables et démunis de pouvoir. Les ONG/OSC vont défendre les préoccupations de ces derniers dans leurs interactions avec le gouvernement et le secteur privé lors de la négociation du plan d'action. Elles veilleront à ce que les futurs projets tiennent compte des besoins réels afin de bénéficier effectivement aux plus démunis. En considérant le SMSI comme une occasion unique pour faire avancer l'agenda du développement, y compris les objectifs du Développement du Millénaire, les ONG/OSC feront preuve d'un réel engagement et d'une éthique véritable, s'engageant à en défendre les valeurs humaines universelles, leur créativité et leur savoir multiculturels. Tous attendent un processus novateur du SMSI où leur rôle de partenaire sera pleinement reconnu.

Renate Bloem

Présidente de la Conférence des ONG (CONGO)

Tanzanie Des réfugiés branchés!

Kasulu est une petite ville de Tanzanie située à plus de 1000 kilomètres la capitale, sans électricité et aux connections téléphoniques incertaines. Aujourd'hui néanmoins, grâce à la générosité d'une fondation américaine, le camp de réfugiés de Kasulu a son centre informatique et sa connexion Internet. Deux autres centres ont aussi été ouverts pour permettre à la population locale environnante de bénéficier de ce grand pas dans le futur ou plus exactement dans l'aujourd'hui du XXIème siècle.

La fondation Global Catalyst, aidée par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a tout organisé de zéro. Aucun bâtiment n'existe? Qu'à cela ne



La moitié des quelque 50 millions de personnes déplacées dans le monde sont des enfants.

tienne, des partenaires sont trouvés pour les construire. L'électricité manque? Des trésors d'ingéniosité sont déployés pour mettre en place des panneaux solaires pour le premier centre, du bio-gaz pour le deuxième et un générateur plus classique pour le dernier. Le centre Internet de camp Mtabila est géré par les réfugiés eux-mêmes. Un comité de gestion est créé et il est décidé que le matin, les 10 ordinateurs serviront pour la formation à distance des élèves du secondaire et d'autres groupes cibles, en particulier le groupe des femmes. Les après-midis sont réservés pour les transmissions Internet des réfugiés.

En moyenne, 30 réfugiés utilisent ces services quotidiennement pour un modeste coût de 50 cents US. Véritable ouverture sur le monde, accès extraordinaire à l'infini de l'information pour ces personnes qui ont tout perdu. Cisco Systems a mis à la disposition de ces centres son programme d'enseignement « Cisco Networking Academy ». Le programme suivi et terminé avec succès, les étudiants réfugiés obtiennent un diplôme reconnu à travers le monde, formidable sésame pour le futur, moyen privilégié de réintégration.

Comment multiplier cette expérience quand la nourriture, les soins élémentaires ou encore l'accès à l'enseignement primaire manquent cruellement. Le HCR et ses partenaires, par manque de moyens financiers, ne peuvent qu'assurer le strict minimum et parfois même pas. Alors faut-il « brancher » les camps quand tout le reste manque? Les octets ne nourrissent pas. Que faire?

Et qui sommes-nous pour donner une réponse ferme et catégorique! Impossible de trancher de manière rationnelle. Impossible d'appliquer normes et critères objectifs d'intervention. En guise de réponse, nous ne pouvons que citer le témoignage de l'un des réfugiés de Mtabila envoyant récemment son premier mel au président de la fondation Global Catalyst : « Je ne sais pas comment vous remercier de nous avoir permis l'accès à Internet. Avant je me sentais perdu, oublié du monde. Aujourd'hui j'ai ma ligne de survie. Je me sens reconnu. Je peux parler au monde extérieur, essayer de retrouver ma famille. Ma vie reprend sens. J'ai maintenant l'espoir qu'un jour je pourrais rentrer chez moi... »

Pierre-Bernard Le Bas

Chef de Service/HCR

Sommet de Genève

Comment participer

Le Sommet mondial sur la Société de l'information (SMSI) se déroulera à Geneva-Palexpo, grand lieu d'exposition et de manifestations importantes comme le Salon de l'Auto de Genève, Telecom. ... Ce lieu offre l'avantage d'être situé juste à côté de l'aéroport international de Genève et à 10 minutes en bus du centre-ville. D'autre part Palexpo est composé de vastes halles, adjacentes et communicantes, qui seront aménagées en espaces de conférence pour le Sommet.

Outre le processus politique intergouvernemental, qui se tiendra du 10 au 12 décembre dans la halle 1 de Palexpo, le SMSI offrira l'occasion aux différents acteurs de la société de l'information de présenter leur point de vue, leur expertise et leurs attentes, ainsi que de partager leurs expériences et de créer de nouveaux partenariats dans le domaine de l'information et de la communication.

Pour ce faire le gouvernement suisse a décidé de mettre à disposition différents espaces de rencontre, de discussion et d'exposition, du 8 au 13 décembre 2003. Ces espaces seront situés sur les lieux-mêmes du Sommet politique à Geneva-Palexpo, dans les halles 2 et 4 ainsi que dans le centre de conférence de Palexpo. Ces espaces seront divisés en deux parties.

Deux voies s'offrent aux participants au Sommet pour organiser un événement :

- Vous êtes à la recherche d'une salle de conférence ou d'un espace d'exposition ? Dans ce cas, vous pouvez adresser vos demandes au Bureau du Délégué du Conseil fédéral pour le SMSI, qui gère les lieux mis à disposition par la Confédération suisse. Vous trouverez sur le site Internet de l'Etat hôte de plus amples informations ainsi que les modalités concernant la mise à disposition des lieux (www.wsisgeneva2003.org).
- Autre possibilité : ICT4D Platform, qui est organisée par la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) en collaboration avec le Global Knowledge Partnership (GKP) dans toute la halle 4.



Geneva-Palexpo

Cette plate-forme offre des espaces d'exposition et de conférences pour des projets concrets où les TIC sont mis au service du développement. Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Internet : (www.ict-4d.org).

A ce jour, les organisations suivantes ont manifesté leur intention d'organiser un événement : ONU/Département de l'Information avec l'UER (Forum mondial des médias électroniques), Banque mondiale (Infodev), UNESCO (table ronde avec des prix Nobel), UNDP, Commissions économiques régionales de l'ONU, UN ICT TaskForce, Banques régionales de développement. Différents offices fédéraux sont également impliqués (SECO, Office fédéral de la Culture, Groupe

sur la science et la recherche). Des événements organisés par la Société civile et le secteur privé sont également en cours d'organisation.

L'ensemble de ces événements contribueront de façon essentielle à la visibilité et à la réussite du Sommet. Quelle que soit l'appartenance des acteurs (organisation internationale, secteur privé, société civile et même gouvernement), ils doivent pouvoir faire entendre leur voix de manière équitable. Pour la Suisse, il est important que toutes les opinions concernant la thématique du Sommet puissent s'exprimer le plus largement possible.

Bruno Romazzotti

Secrétariat exécutif suisse pour le SMSI

